



REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
de GOUDELIN

Envoyé en préfecture le 04/09/2024

Reçu en préfecture le 04/09/2024

Publié le

ID : 022-212200653-20240829-20240829036-DE

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf août à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laurent LE FAUCHEUR, Maire.

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Gildas – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – PIPART Fabrice – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine – MALLARGÉ Bernard – JOUY Nathalie.

Absents :

TATON Bruno (pouvoir à GAUVAIN Michaël)
MARTIN Marie-Christine
DELVO SALAUN Rozenn
JOUY Nathalie

Secrétaire de séance : MORICE Gildas

DELIBERATION N° 20240829 - 036

Date de convocation : 23 août 2024

Objet : Protection Sociale Complémentaire – Adhésion à la convention de participation TERRITORIA et participation financière pour la couverture prévoyance

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L827-1 à L827-12

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu la circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le bulletin d'adhésion provisoire à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance », pilotée par le Centre de Gestion des Côtes d'Armor,

Vu la délibération du Centre de Gestion des Côtes d'Armor n°2022-16 en date du 25 mars 2022 autorisant le lancement de l'appel public à concurrence en vue de conclure une convention de participation départementale à adhésion facultative des collectivités et des agents – risque prévoyance et autorisant le Président du Centre de Gestion des Côtes d'Armor à signer tous les documents afférents à cette consultation dont la notification de cette consultation et la signature de la convention de participation,

Vu la délibération du Centre de Gestion des Côtes d'Armor n°2022-36 en date du 1er juillet 2022 portant acte du choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation,

Vu la convention de participation signée entre le Centre de Gestion des Côtes d'Armor et TERRITORIA MUTUELLE représenté par ALTERNATIVE COURTAGE en date du 1er juillet 2022,

Le CDG 22 a souscrit le 1er juillet 2022 une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès TERRITORIA MUTUELLE représenté par ALTERNATIVE COURTAGE pour une durée de 6 ans.

Les collectivités peuvent se rattacher, au 1er janvier de chaque année, pendant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2028, à cette convention de participation. Elle apporte une solution immédiate car elle est déjà en place, propose des conditions tarifaires et des prestations proposées aux agents intéressantes par rapport au contrat MNT collectif actuel.

Par ailleurs, l'ordonnance n° 2021 175 du 17 février 2021 rend obligatoire la participation financière de l'employeur aux garanties de la protection sociale complémentaire de leurs agents quel que soit leur statut (Titulaires et non titulaires) : 1er janvier 2025 pour la couverture prévoyance (garantie maintien de salaire) et 1er janvier 2026 pour la couverture santé.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire à :

- **Adhérer** à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion 22 et TERRITORIA MUTUELLE, à effet du 1er janvier 2025.
- **Signer** la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte en découlant,
- **Accorder** une participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance »,
- **Fixer** le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur d'un forfait maximum de 13 € brut, par agent, par mois, à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion signées par l'autorité territoriale. Le forfait versé ne pourra pas dépasser le montant de la cotisation de base.
- **Inscrire** au budget les crédits nécessaires au versement de la participation financière de la collectivité à la couverture de la cotisation de base assurée par chaque agent.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le Maire,
Laurent LE FAUCHEUR

